

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80 145
CS80145
49 183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex
uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 12 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMENCES DE FRANCE

62 rue Léon Beauchamp
BP 18
59930 La Chapelle-D'Armentières

Références : 2026-21_INSP_SEMENCES DE FRANCE – Voivres-lès-le-Mans_RAP
Code AIOT : 0006301985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement SEMENCES DE FRANCE implanté ZA LES RANDONNAYS 72210 VOIVRES-LES-LE-MANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte sur le suivi des constats du précédent contrôle, daté du 19/10/2022, et notamment sur les actions menées en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/11/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMENCES DE FRANCE
- ZA LES RANDONNAYS 72210 VOIVRES-LES-LE-MANS

- Code AIOT : 0006301985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement consiste en un site d'entreposage de semences composé de 3 cellules et effectuant des opérations de stockage, de réception et d'expédition.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative : tenue à jour	Code de l'environnement, articles R.511-9, R. 513-1, L.513-1, R. 512-24bis et suivants	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rétention des eaux d'incendie : bassin	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, articles 4.4.1 et 8.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
5	Moyen de lutte contre l'incendie : désenfumage	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
6	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Moyen de lutte contre l'incendie : disponibilité en eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 25/11/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Moyens de lutte contre l'incendie : vérification	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 22	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours et 90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques : actions correctives	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, articles 3.7.7 et 8.1.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consignes d'urgence	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.2	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le classement de l'établissement est à jour par rapport aux rubriques ICPE en vigueur. L'exploitant devra cependant réaliser une cessation partielle d'activité.

Des actions correctives ont été entreprises depuis la dernière inspection. Les installations électriques sont correctement entretenues et vérifiées. Les consignes d'urgence ont été complétées et la formation du personnel aux moyens d'intervention et à l'évacuation est poursuivie.

Des justificatifs sont attendus sur les actions entreprises pour garantir le respect des conditions de stockage en racks et sur l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie, notamment les portes coupe-feu et le système de désenfumage.

Concernant le respect de la mise en demeure du 25/11/2022, l'exploitant a calculé le besoin en eaux d'extinction de ses installations et mis en place une réserve d'eau d'incendie afin de compléter la quantité disponible grâce aux poteaux d'incendie. Quelques justificatifs demeurent cependant à fournir afin de valider que les actions entreprises sont suffisantes.

Le besoin en volume de confinement des eaux d'incendie et les moyens mis en place pour assurer la disponibilité de ce volume doivent être définis. De plus, l'exploitant doit justifier que les installations disposent d'une surface de désenfumage suffisante. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de placer son établissement en conformité sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : tenue à jour

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, articles R.511-9, R. 513-1, L.513-1, R. 512-24bis et suivants
Thème(s) : Situation administrative, Tenue à jour des rubriques de classement
Prescription contrôlée : Article R.511-9 La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur. Article R.513-1 point I I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne

morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ;

2° L'emplacement de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

Article L.513-1 alinéa 1 : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.

Constats :

Point de contrôle n°1 de l'inspection du 19/10/2022:

La société Semences de France a déposé, le 26/11/2021, une demande d'antériorité au titre de la rubrique 1510 auprès de la préfecture de la Sarthe. Elle déclare un volume d'IPD de 75 600 m³, pour le stockage de gazon fourragère (rubrique 1510 (A.I) suivant le courrier). Il s'agit plus probablement de la rubrique 1510.2.b.

L'exploitant ne justifie pas le volume sollicité.

Son arrêté préfectoral du 05/05/1998 mentionnait au niveau de l'article 1.2 les rubriques suivantes :

- 2180.1 dépôt de tabac (6000 tonnes – régime A),
- 1510.1 entrepôt (90 000 m³ – régime A),
- 2925 atelier de charge d'accumulateur (17,28 kW – régime D).

Le site dispose de 4 bâtiments dénommés par l'exploitant V0 (plus exploité), V1, V2 et V3.

Le stockage du tabac a été arrêté.

Il convient que l'exploitant mette à jour sa situation administrative sur l'ensemble des rubriques.

La rubrique 2925 a évolué en 2019.

La rubrique 1510 a évolué en 2020.

Pour cette dernière rubrique, il convient que l'exploitant fournisse un plan avec les différents bâtiments, mentionne les distances entre eux, précise les volumes, surfaces et hauteurs et les matières stockées au sens de la nomenclature des installations classées ainsi que les masses.

Cela doit aboutir à une situation administrative actualisée.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier daté du 13/12/2022, en réponse aux constats de l'inspection précédente, l'exploitant a pris position sur le classement des activités exercées au sein de son établissement. Il conclut que les installations sont classées uniquement au titre de la rubrique 1510.2b, soumise à enregistrement pour un volume d'entrepôt de 86 400 m³. L'exploitant a fourni un plan annoté afin de justifier des distances entre les cellules de stockage et de leurs dimensions.

Concernant la rubrique 2925, correspondant à l'activité d'atelier de charge d'accumulateurs électriques, l'exploitant conclut que les installations ne sont pas classées, car la puissance est de 35,19 kW, soit inférieure à 50 kW.

<p>Au jour de l'inspection, l'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu d'évolutions concernant la nature et la quantité des produits stockés.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de prendre acte de la situation administrative de l'établissement telle que définie dans le courrier du 13/12/2022, soit un classement au titre de la rubrique 1510-2-b pour un volume de 86 400 m³ dans les bâtiments V1, V2 et V3.</p> <p>L'exploitant devra procéder à une cessation partielle d'activité concernant le bâtiment V0 au titre des articles R. 512-24bis et suivants sous trois mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques : actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, articles 3.7.7 et 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suites données aux rapports de contrôle des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.7.7 : [...] L'installation électrique est entretenue en bon état : elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]</p> <p>Article 8.1.4 : [...] Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point de contrôle n°4 de l'inspection du 19/10/2022:</u> Les contrôles électriques ont été effectués par DEKRA. Q19 - 22/06/2022 : le contrôle n'est pas exhaustif - À corriger pour le prochain contrôle. Le rapport ne mentionne pas d'anomalies. Sa version numérique est à transmettre à l'inspection des installations classées. Q18 - 27/10/2021 : Le document mentionne que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il comporte 15 remarques (dont 10 sur 15 sont récurrentes). L'exploitant doit mettre en place un plan d'action. La remarque menant à la conclusion d'un risque d'incendie et d'explosion devra être levée sous 2 mois, faute de quoi l'inspection des installations classées proposera au préfet de mettre l'exploitant en demeure. Les remarques récurrentes devront être levées dans un délai de 3 mois. Sa version numérique est à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier daté du 13/12/2022, l'exploitant a transmis un courrier adressé au propriétaire du site afin d'obtenir une intervention en vue de la correction de non-conformités relevées par la société DEKRA lors de son intervention du 05/12/2025.

Au cours de l'inspection, le dernier rapport de contrôle des installations électriques a été consulté. Le dernier contrôle a été effectué par la société DEKRA le 13/11/2025. La fiche Q18 issue de ce contrôle mentionne que les installations ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion et aucune non-conformité n'a été constatée.

Le dernier contrôle par thermographie a eu lieu le 20/12/2024. Le rapport de ce contrôle ne mentionne aucune anomalie.

Les non-conformités précédemment relevées apparaissent avoir été corrigées et l'exploitant est en conformité avec son obligation de faire vérifier et entretenir les installations électriques de son établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Existence de consignes en cas d'urgence

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour des consignes claires à l'attention du personnel, notamment sur le comportement en cas d'incident, l'usage de produits à risque, la mise en œuvre de feux nus.

Constats :**Point de contrôle n°5 de l'inspection du 19/10/2022:**

Il n'y a plus de tiers exploitant sur le site.

Les consignes ne sont toujours pas disponibles.

Il est donné 3 mois à l'exploitant pour les établir et les rendre disponibles pour le personnel, faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier daté du 13/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection copie d'une procédure d'évacuation en cas d'incendie, ainsi que des photographies démontrant son affichage dans les locaux. Aucune autre consigne n'est mentionnée.

Au cours de l'inspection, il a été constaté que la consigne d'évacuation contient en fait 3 parties distinctes : alerte, évacuation et intervention en cas d'incendie.

Par ailleurs, l'établissement ne stocke pas de produits à risque et ne met pas en œuvre de feux nus.

L'inspection a constaté que la fiche regroupant les consignes d'alerte, évacuation et intervention est affichée à l'entrée de l'entrepôt. Par courrier daté du 12/12/2025, l'exploitant a communiqué à l'inspection une photographie de cette consigne à présent titrée "Consignes d'incendie", afin d'éviter une confusion sur la portée de son contenu.

L'exploitant dispose des consignes prescrites et celles-ci sont bien affichées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention des eaux d'incendie : bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, articles 4.4.1 et 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement et capacité de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.4.1 Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol. [...]</p> <p>Article 8.2.3 Le réseau des eaux pluviales aboutit dans le bassin d'orage de 3 000 m³ équipant la zone d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point de contrôle n°6 de l'inspection du 19/10/2022:</u> Lors de la visite, l'exploitant a présenté un réseau muni d'une vanne d'obturation puis un petit bassin et un second bassin (creux boisé). Ces bassins ne sont pas étanches et la vanne d'obturation se situe en amont des deux bassins. L'exploitant devra fournir un plan et une justification des volumes disponibles pour confiner les eaux d'incendie. La vanne d'obturation devra être repérée et le plan devra être joint aux consignes d'intervention en cas d'incendie. Faute d'une clarification sous trois mois, l'inspection des installations classées proposera au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 01/12/2025:</u> Par courrier daté du 13/12/2022, l'exploitant indique que les 2 bassins de rétention appartiennent à la municipalité et que le propriétaire du site échange avec la mairie afin d'obtenir les plans et justification des volumes disponibles pour confiner les eaux d'incendie. Cependant, les bassins ne sont pas étanches et la vanne d'obturation est située en amont de ceux-ci. L'exploitant doit pouvoir justifier de la capacité de confinement en amont de la vanne d'isolement. Par courrier daté du 10/07/2023, l'exploitant a justifié de la mise en place d'un panneau de signalisation de la vanne d'isolement, par la transmission d'une photographie.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la vanne d'isolement était vérifiée visuellement tout les 3 ou 4 mois. Il n'existe pas de traçabilité de ces vérifications et celles-ci n'incluent pas d'essai de fonctionnement. À mi-chemin vers l'emplacement de la vanne d'isolement, un panneau a bien été placé afin de rappeler sa direction. Cependant, la vanne est située dans un bosquet, la rendant peu visible en l'absence de panneau indicateur à proximité immédiate. Lors de l'inspection, un essai de fonctionnement de la vanne a été réalisé. Celle-ci, de type vanne guillotine, n'a pu être entièrement fermée. Il n'a donc pas été possible d'isoler le réseau d'eaux pluviales.</p>

<p>Par courrier daté du 12/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des photographies illustrant que la zone d'accès à la vanne a été dégagé et que la vanne elle-même, suite à une intervention, peut à présent être fermée. Il a également transmis une facture de commande d'un nouveau panneau d'affichage, qui sera placé plus près de la vanne d'isolement. Il indique enfin que le contrôle du bon fonctionnement de la vanne sera intégré au programme de contrôle interne.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du volume de confinement des eaux disponible en cas de sinistre, d'autant plus que le besoin de confinement n'a pas été calculé.</p> <p>Enfin, l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux d'eau de son site, s'étendant jusqu'à la vanne d'isolement. Un tel plan serait notamment utile pour déterminer la capacité de rétention des canalisations du site, mais aussi pour confirmer si un regard observé le long du chemin vers la vanne d'isolement est lié à la canalisation qui y aboutit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de se placer en conformité avec les prescriptions de l'article 4.4.1 de son arrêté préfectoral du 05 mai 1998 en mettant en place des actions correctives selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 60 jours, justifier de la disponibilité d'un plan des réseaux d'eau à jour ; - sous 60 jours, transmettre l'évaluation du volume nécessaire au confinement des eaux susceptibles d'être polluées, selon la note de calcul D9a ou autre modèle reconnu, accompagné d'un plan illustrant la répartition de ce confinement sur le site. <p>Par ailleurs, sous 60 jours, l'exploitant adresse à l'inspection copie de sa procédure de contrôle interne, incluant le contrôle de bon fonctionnement de la vanne d'isolement des réseaux d'eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie : désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surface de désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Elle comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface de la toiture.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point de contrôle n°7 de l'inspection du 19/10/2022 :</u> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier ses surfaces de désenfumage. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de le faire sous trois mois en joignant</p>

un plan, faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier du 13/12/2022, l'exploitant indique que le propriétaire du site a effectué une demande auprès d'un cabinet d'expertise afin d'obtenir un plan d'implantation des exutoires.

Par courrier du 10/07/2023, l'exploitant a transmis copie d'un plan localisant les exutoires de désenfumage sur un bâtiment. La surface utile d'évacuation totale est de 39,96 m², soit 1,11 % de la surface de la toiture.

Au jour de l'inspection, l'exploitant justifie que la surface de désenfumage assurée par des exutoires à commande manuelle ou automatique est bien au moins égale à 0,5 % de la surface de la toiture. Cependant, il n'est pas en mesure de justifier que les cellules de l'entrepôt disposent d'une surface de désenfumage totale au moins égale à 2 % de la surface de la toiture.

Il a cependant été observé que les éléments de toiture autour des exutoires sont dans un matériau différent du reste de la toiture. Ces éléments translucides pourraient, sous réserve de présenter les caractéristiques de comportement au feu adéquates permettre d'atteindre l'objectif de 2 %.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 3.4.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 05 mai 1998 :

- soit en justifiant, sous un délai de 60 jours, que les surfaces de désenfumage des installations de stockage recouvrent au moins 2 % de la surface de la toiture ;
- soit en transmettant, sous 60 jours, un échéancier d'actions correctives afin d'atteindre une surface de désenfumage à hauteur d'au moins 2 % de la surface de la toiture pour les installations de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Éloignement des stockages par rapport à la toiture

Prescription contrôlée :

Un espace minimal de 0,90 m est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en fonction des exigences de l'installation de détection incendie.

Constats :

Point de contrôle n°8 de l'inspection du 19/10/2022:

Cette disposition ne semble toujours pas respectée et les préconisations du constructeur et/ ou l'installateur de la détection incendie pour déterminer la hauteur la plus adaptée non plus.

Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité sous trois mois, faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier du 13/12/2022, l'exploitant indique avoir effectué une demande le 25/11/2022 auprès du prestataire Desautel afin d'obtenir les préconisations concernant l'espace le plus adapté entre la hauteur des palettes stockées en haut des racks et le toit du bâtiment.

Au jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose toujours pas des préconisations concernant le placement des stockages par rapport à la détection incendie. De plus, il a été constaté que des produits étaient visiblement stockés à moins de 0,90 m de la toiture.

Par courrier du 12/12/2025, l'exploitant indique avoir déplacé les palettes placées à une distance de moins de 0,9 m de la toiture. Il a également transmis copie d'une consigne "instruction de stockage" rappelant d'assurer un espace libre d'au moins 0,9 m entre le haut de la palette et la toiture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 30 jours, l'exploitant transmet à l'inspection tout justificatif démontrant que la consigne "instruction de stockage" est bien à disposition du personnel et affichée dans les lieux fréquentés par celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Formations en cas de sinistre

Prescription contrôlée :

Le personnel, notamment celui appelé à intervenir en cas de sinistre, reçoit une formation afin de permettre une intervention rapide des équipes de secours et limiter l'étendue d'un sinistre. Des exercices périodiques de simulation sont effectués dans cet objectif.

Constats :**Point de contrôle n°10 de l'inspection du 19/10/2022:**

L'exploitant indique qu'une formation a été organisée concernant les extincteurs et les RIA. Il transmettra à l'inspection des installations classées la liste du personnel et les attestations de formations.
Un exercice reste à réaliser.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier du 13/12/2022, l'exploitant a transmis copie d'une attestation de formation sur la manipulation des équipements de lutte contre l'incendie. Cette attestation indique la liste des participants présents à une session réalisée le 08 novembre 2022.

Au jour de l'inspection, l'exploitant apparaît avoir poursuivi les formations de son personnel à la manipulation des équipements de lutte contre l'incendie, ainsi que l'organisation annuelle d'exercices d'évacuation. Par courrier du 12/12/2025, il a transmis à l'inspection le rapport du

dernier exercice d'évacuation, daté du 03/12/2024. Ce rapport conclut que l'exercice est "efficace", par opposition à "non efficace".
L'exploitant transmettra à l'inspection copie du plan de formation le plus récent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyen de lutte contre l'incendie : disponibilité en eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/11/2022, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Calcul du besoin et réception des moyens de lutte

Prescription contrôlée :

La société Semences de France SA, exploitant un entrepôt sis ZCAP Les Randonnay à Voivres-lès-le-Mans est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'arrêté Préfectoral du 05 mai 1998 susvisé en :

- justifiant dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le calcul des besoins en extinction d'incendie de son site et en faisant réceptionner ces moyens par le service départemental d'incendie et de secours. La réception des moyens fait l'objet d'une formalisation transmise à l'inspection des installations classée.

Constats :

Rappel, dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'AP du 05/05/1998:

Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours.

Point de contrôle n°11 de l'inspection du 19/10/2022:

Pas d'avancée sur ce point. (nombre, disposition, réception par le SDIS et débit des poteaux d'incendie)

Il est proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité sur ce point sous trois mois.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

Par courrier du 13/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan localisant les 3 poteaux d'incendie situés autour du site. Ces poteaux sont référencés n°20, n°21 et n°30.

L'exploitant a également transmis un retour du Syndicat Inter-collectivités Des Eaux de la Région Mancelle (SIDERM) concernant les débits de ces poteaux d'incendie. En utilisation simultanée, les poteaux présentent les débits suivants

- poteau n°20: 75 m³/h sous 1 bar et 200 m³/h en pression maximum;
- poteau n°21: 60 m³/h et 90 m³/h en pression maximum;
- poteau n°30: 80 m³/h et 108 m³/h en pression maximum.

Les 3 poteaux pourraient donc fournir un débit de 215 m³/h sous 1 bar et 298 m³/h sous pression maximum. L'exploitant conclut donc que le débit maximum des 3 poteaux incendie en utilisation simultanée serait de 298 m³/h.

L'exploitant transmet également le résultat du calcul des besoins en eaux d'extinction incendie, selon la note de calcul D9. Il retient un débit de 357 m³/h, soit 360 m³/h une fois arrondi au multiple de 30 le plus proche. Le besoin en eaux d'extinction serait donc de 720 m³ sur 2 heures.

L'exploitant propose la mise en place d'une réserve d'eau afin de palier à l'écart entre le débit

<p>fourni par les poteaux d'incendie et le besoin en eaux d'extinction. Il a transmis à l'inspection un devis portant sur la mise en place d'une réserve d'eau et un plan montrant sa position envisagée, avec une aire d'aspiration de 4mx8m.</p> <p>Cette réserve a été installée en mai 2023 et réceptionnée par le SDIS le 11/01/2024. L'exploitant a transmis copie de l'attestation de réception de ce matériel.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que cette réserve d'eau est bien présente et accessible. La bâche contient 120 m³ d'eau et est reliée à une prise de raccordement, dont les caractéristiques permettent l'utilisation des 120 m³ en moins de 2 heures.</p> <p>L'exploitant justifie donc d'une disponibilité en eau d'extinction d'incendie de 716 m³ sur 2 heures. Cette quantité est inférieure de 4 m³ au besoin estimé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 60 jours, l'exploitant sollicitera et transmettra à l'inspection un avis du SDIS 72 sur la cohérence entre la disponibilité en eaux d'extinction d'incendie actuelle et le besoin de l'établissement. Le cas échéant, il transmettra également un échéancier d'actions correctives en vu d'assurer cette cohérence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie : vérification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des matériels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point de contrôle n°12 de l'inspection du 19/10/2022:</u></p> <p>Rapports de vérification non tous disponibles.</p> <p>Par mail du 20/10/2022, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rapport Desautel correspondant à une intervention du 13 décembre 2021 portant sur 70 extincteurs portatifs, 11 extincteurs sur roues et 9 RIA. Ce rapport est peu explicite concernant ses conclusions, - rapport daté du 09/12/2021 mentionnant de manière manuscrite bon fonctionnement du système de désenfumage et des portes coupe feu - aucune anomalie constatée. - un devis Desautel non chiffré du 23/11/2021 portant sur le remplacement de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES). <p>L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais les rapports de vérification explicites sur la conformité concernant la détection incendie, les portes coupe-feu, les trappes de désenfumage, les extincteurs et les RIA accompagnés le cas échéant des attestations de conformité aux</p>

référentiels en vigueur.

Constat de l'inspection du 01/12/2025:

La dernière vérification des équipements de lutte contre l'incendie a été réalisée par la société Desautel le 24/04/2025. Il en ressort que 2 extincteurs doivent être remplacés et 2 robinets d'incendie armée (RIA) doivent être réparés.

L'exploitant a fourni à l'inspection copie d'une facture relative au remplacement des 2 extincteurs. La réparation des RIA a été réalisée en interne.

Concernant le désenfumage et les portes coupe-feu, la dernière vérification date du 15/10/2025. L'exploitant a fourni à l'inspection copie d'un devis non-signé concernant la réalisation des actions correctives visant à lever les anomalies relevées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 30 jours, l'exploitant transmet à l'inspection :

- les justificatifs de réalisation des réparations sur les RIA présentant des anomalies ;
- copie d'un devis signé concernant les réparations portant sur le système de désenfumage et les portes coupe-feu.

Sous 90 jours, il transmet à l'inspection tout justificatif démontrant la réalisation des réparations du système de désenfumage et des portes coupe-feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours et 90 jours